

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 11 AVRIL 1979 - N° 893

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Les incertitudes demeurent au PS

Ce mercredi 11 avril, le nouveau comité directeur du PS se réunit pour élire le bureau exécutif à la proportionnelle des tendances, ainsi que le secrétariat qui sera probablement composé de façon homogène de membres partisans de Mitterrand. La majorité — relative — devrait s'ouvrir au CERES, mais probablement après les élections européennes. Une situation difficile à terme pour Mitterrand, Rocard et Mauroy pouvant être plus gênants pour lui dans la minorité que lorsqu'ils étaient dans la majorité.

Lire en page 4

Campagne électorale en Grande-Bretagne : l'Europe et les impôts

La campagne électorale officielle est désormais ouverte en Grande-Bretagne. Jusqu'au 3 mai, date des élections, conservateurs et travaillistes vont s'affronter. Trois thèmes vont prendre le devant de la scène : les impôts, le chômage, particulièrement important, et l'Europe. Les conservateurs mettent l'accent sur le chômage, pour dénoncer la politique du gouvernement Callaghan, tandis que les travaillistes essaient de glaner des voix en s'appuyant sur le sentiment anti-européen des Anglais, alors que les conservateurs veulent au contraire que la Grande-Bretagne joue un plus grand rôle dans l'Europe.

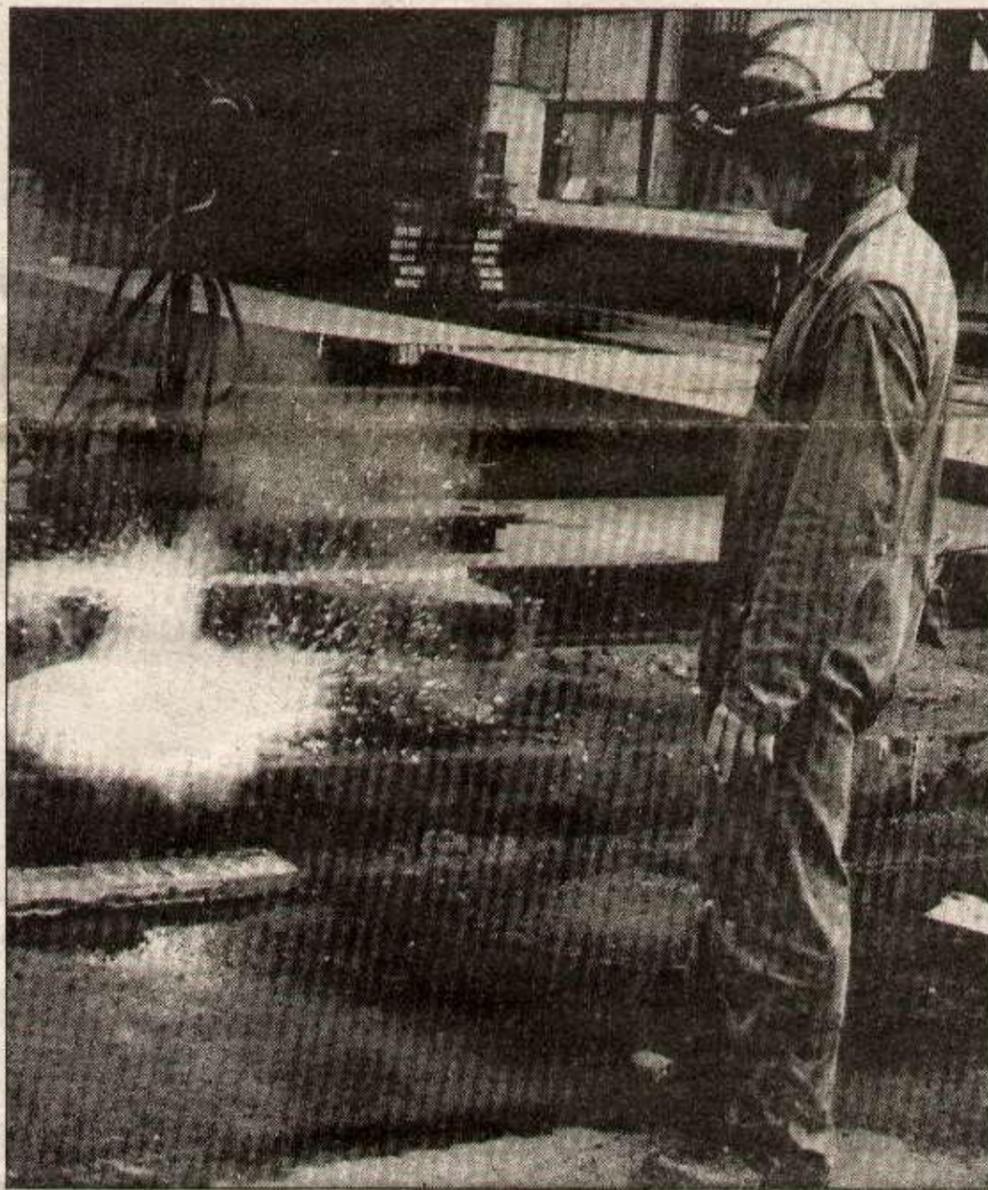
Lire en page 8

Nouvelle initiative des oppositionnels du PCF

Lire en page 8

Sidérurgie

FOS - DUNKERQUE LES GREVES CONTINUENT



Un peu partout en France, mais en particulier à Dunkerque et à Fos — deux usines considérées par le patronat comme «performantes» — les sidérurgistes sont à l'offensive.

Rappelons qu'à la Somme (Fos) les grévistes revendiquent 300 F d'augmentation et la 5^e équipe. Les hauts fourneaux refusent de mettre des «charges d'arrêts» dans les HF car ils sont convaincus que le lock-out suivrait de peu. Pour le moment, ils continuent à produire la fonte mais ils font cracher les HF par terre, l'aciérie ne pouvant l'absorber.

Un délégué CFDT nous dit : «Il est très difficile de suivre ce qui se passe. Tel service est en grève un jour et pas le lendemain. Il y a une réelle combativité depuis plusieurs semaines, mais elle n'est pas du tout organisée».

La direction a bel et bien été «retenue» pendant plusieurs heures lundi après-midi après une tentative infructueuse la veille. L'après-midi, à une centaine, les sidérurgistes ont visité les bureaux et ont dépoussiéré quelques dossiers. A FR 3, le soir, la «direction en parlant» de plan de sabotage et de «complot» semble vouloir recourir à la répression.

A Dunkerque, la situation est aussi assez confuse. 7 000 à 8 000 des 10 700 salariés de l'usine étaient lock-outés mardi matin. Les grévistes refusaient les propositions de la direction. Un meeting était prévu en début d'après-midi ce mardi. Enfin, à Denain et à Longwy, en même temps que les sidérurgistes tirent le bilan du rassemblement de vendredi dernier à Dunkerque, ils continuent à mener des actions.

Lire en pages 2 et 3

Foyer Sonacotra de la Meinau (Strasbourg)

MARDI A L'AUBE, LES CRS VIENNENT EXPULSER LES RÉSIDENTS

Mardi matin, 6 heures, devant le foyer Sonacotra de la Meinau, en grève des loyers, les CRS en force. Ils viennent expulser une centaine de résidents, après le jugement du tribunal, il y a quelques semaines, réclamant l'expulsion des résidents «si besoin avec recours à la force publique». Les choses n'ont pas traîné. Mardi 10 heures ; les résidents sont dehors, les CRS sont dans la cour. Des résidents sont encore dans le foyer. Devant les grilles, des résidents d'autres foyers sont venus soutenir ceux de la Meinau. Le soutien s'organise. Dès 7 heures, des tracts ont été diffusés sur les usines de la ville. Une mobilisation plus forte est prévue pour midi et sans doute pour 18 heures, contre ce nouveau coup de force de la Sonacotra.

Du
12 mai
au
3 juin
1979

Les travailleurs immigrés entendent être présents dans le débat qui se déroule actuellement sur la place qu'ils occupent dans la société française et européenne.

La Maison des Travailleurs Immigrés a déjà organisé 4 festivals en France : le premier à Suresnes (1975), le deuxième (1976) et le troisième (1978) dans toute la France. Les nombreuses manifestations culturelles de ces festivals ont attiré l'attention sur l'insécurité où vivent les travailleurs immigrés.

Cette année, à l'initiative de la M.T.I., le 4^e festival aura une dimension européenne : 7 pays seront concernés (la France, l'Angleterre, la Hollande, la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la Suède). Le gala d'ouverture se tiendra à Paris le 12 mai 1979 et celui de la clôture, le 3 juin à Strasbourg, siège du Parlement européen. Il y aura un gala au moins dans chaque pays.

Le 4^e festival veut permettre aux 12 millions d'immigrés des différents pays d'Europe de s'exprimer et de s'unir pour obtenir



" Essayer de dire, à travers ce qu'on appelle la culture, tout ce qui nous constitue "

nir l'égalité des droits avec les travailleurs nationaux :

- droit au travail ;
- droit au séjour ;
- droit à la sécurité ;
- droit de vivre en famille ;
- droit à la différence ;
- droit à l'expression ;
- droit d'association ;
- droits sociaux, syndicaux et politiques ;
- droit de choisir le moment de retourner dans nos pays.

Une trentaine de comités de soutien se sont déjà constitués à travers la France : Paris et région parisienne, Strasbourg, Lyon, le Havre, Bordeaux, Nancy, Châlon-sur-Saône, Creusot... La solidarité en-

tre travailleurs des pays d'accueil et immigrés s'est exprimée dans la participation de diverses associations et organisations françaises et européennes.

Le 4^e festival sera l'occasion pour insister sur le fait que les travailleurs immigrés sont éloignés de l'élaboration des décisions qui les concernent, qu'ils ne sont pas les responsables de la crise et du chômage, qu'ils ne veulent pas faire les frais de la construction économique européenne et qu'ils sont les principales victimes de la crise du système capitaliste.

Les travailleurs immigrés affirment leur opposition à

tous les moyens mis en œuvre par les gouvernements pour les pousser à partir. Le 4^e festival sera l'occasion d'affirmer le droit des travailleurs immigrés de vivre dans le respect de leur personnalité.

Le 4^e festival se veut donc une expression de l'identité de la population immigrée et un appel à tous les travailleurs immigrés et aux associations de solidarité et de soutien à l'union dans la lutte.

Maison des travailleurs immigrés
46, rue de Montreuil
75 011 Paris
Tél : 372.75.85



Vendredi à Dunkerque, au moment de repartir, un nouveau débat s'instaure devant les bus.

A propos de la réunion de synthèse avec Etchegaray

«Rien n'est changé sur le fond»

DISCUSSION AVEC DES TRAVAILLEURS D'USINOR

«Rien n'est changé, l'échéance est repoussée d'un an. C'est un moyen d'inciter au départ volontaire avec la prime. On ne peut pas parler de recul du gouvernement et des patrons. Les travailleurs savent que c'est simplement une échéance qui est reportée mais pour certains, tant qu'ils ne sont pas touchés, il y a peu de réactions. Peut-être que certains ne bougeront que lorsqu'ils recevront leurs lettres de licenciements.»

QdP : Que faire actuellement ?

R : Actuellement le patron pousse au départ volontaire, à partir. Il pousse également aux mutations. Mais on ne sait rien. Qui est touché ? Pour où ?

Dans mon secteur, les gars veulent se battre aujourd'hui pour la réduction d'horaire et pour le maintien de la 4^e équipe, alors que la direction veut imposer le retour à trois équipes. Il y a de nombreux apports positifs dans la lutte qui a été menée depuis trois mois. Les travailleurs ne réagissent plus comme il y a quatre ou cinq mois. Aujourd'hui, il faut garder la pression dans les entreprises, il faut garder les moyens de lutte

pour les actions efficaces. Il faut y aller à l'économie.

Sans doute les meilleures actions sont-elles d'attaquer la production en la ralentissant, d'attaquer le produit fini par exemple pour éviter le chômage technique. On pourrait bloquer les expéditions ou trouver d'autres moyens de ralentir la production.

Actuellement, on recherche de plus en plus des actions dans l'usine et ça nous permettra également de pouvoir mobiliser davantage les travailleurs en discutant dans des assemblées générales que lorsque la production sera ralentie.

20 000 LICENCIEMENTS SUPPLEMENTAIRES ?

Selon Marchelli, président de la fédération métallurgie de la Confédération générale des cadres (CGC), le gouvernement envisagerait d'ores et déjà 20 000 licenciements supplémentaires dans la sidérurgie pour 1980-1983 soit après les élections.

● Menaces de licenciements à l'imprimerie Mont-Louis

L'imprimerie Mont-Louis, entreprise nationalisée à Clermont-Ferrand est la plus grosse imprimerie de la région.

En trois ans 200 emplois ont été supprimés. De nouveau la direction veut supprimer 69 emplois.

La direction arrête des machines en conséquence mais... en fait tourner d'autres...

De plus elle veut prendre des intérimaires alors qu'elle prépare des licenciements.

Prétextant une menace de fermeture avec licenciement de 350 personnes, l'entreprise a sollicité un prêt de 200 millions auprès des banques et demande l'accord de l'Etat qui refuse.

La direction multiplie les provocations : Lettres d'avertissements aux délégués CGT, CFDT et au secrétaire du comité d'entreprise.

Ce sont les constats d'huissier, les menaces : «Si vous faites grève je ferme». Elle menace aussi de ne pas payer les salaires.

Le personnel doit être payé !
L'emploi doit être maintenu à Mont-Louis !

● Biderman épouserait la vieille dame

Biderman, «le roi du prêt-à-porter» et néanmoins frère de la chanteuse Régine serait sur le point de racheter Manufrance. C'est lui qui avait été écarté au profit des frères Willot lorsque Boussac était à reprendre l'été dernier.

Le maire PCF de Saint-Etienne Sanguedolce aurait déclaré : «Pourquoi pas !». On sait en effet que la municipalité est important actionnaire de la vieille dame.

Si Biderman avait le même statut que les Willot chez Boussac, il serait locataire dans un premier temps et acquéreur par la suite au terme d'un délai fixé d'emblée.

● Luttés dans le Val-de-Marne.

Plusieurs entreprises occupées : SECT, au Kremlin Bicêtre (rue Pasteur) : depuis lundi soir 2 mars, cette entreprise de travaux publics est occupée, à l'annonce de 54 licenciements sur 240 travailleurs. La physiothérapie à Arcueil : depuis le 2 mars, les travailleurs de la Physiothérapie sont en grève, pour la prime de fin d'année. Victor-Michel (imprimerie) à Arcueil, occupée par les travailleurs, avec la CGT, depuis début mars.

A l'hôpital Henri Mondor, à Créteil, les manipulateurs radio se sont mis en grève reconductible, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la CFTC, pour obtenir quinze jours supplémentaires de vacances, compte tenu des radiations qu'ils subissent, et une prime de 250 F par mois. Toujours à Henri Mondor, le personnel des cuisines s'est mis en grève à l'appel de la CGT et de la CFDT, la semaine dernière : ils réclament une augmentation des effectifs et l'amélioration des conditions de travail. Les malades sont bien entendus servis, mais eux seuls le sont.

Corr. VAL-DE-MARNE

● La CGC juge le recentrage de la CFDT

Dans une conférence de presse tenue lundi à Lyon, Marchelli (métallurgie CGC) a déclaré à propos de l'évolution de la CFDT : «Nous suivons son évolution avec beaucoup d'attention. Elle est passée à une attitude réaliste et réformiste qui peut, soit dit en passant, mener à des attitudes plus dures que l'option révolutionnaire de la CGT. Puisque la CFDT prend la voie réformiste pour l'autogestion, et que nous prenons la voie réformiste pour la cogestion, il y a tout un segment commun. Objectivement, nous nous trouvons alliés dans un cheminement réformiste». Marchelli a poursuivi : «Entre la fédération des métaux CGC et la FGM, les relations sont bonnes : les analyses de Chèreque et les miennes sont très proches, malgré les divergences surtout dans la formulation, sur l'éventail des salaires par exemple». Enfin le président de la fédération métallurgie a déclaré : «La CGC prend toute sa place dans le front des organisations syndicales réformistes. Celui-ci a permis des aménagements importants de la politique industrielle du gouvernement comme cela vient d'être le cas par exemple à Usinor».

Cette dernière phrase éclaire toutes les autres d'un jour cru. Chèreque fera-t-il une mise au point ?

DUNKERQUE, FOS, LONGWY, DENAIN, L'ACTION SE POURSUIT

De retour dans les bassins, les sidérurgistes tirent le bilan du rassemblement de vendredi dernier à Dunkerque. Généralement celui-ci est sévère. Sur place déjà, plusieurs d'entre eux avaient exprimé à nos envoyés spéciaux leur désappointement. Tel Gilbert, délégué CFDT de Denain, qui regrettait que le déroulement de la journée ne soit pas effectué comme il était prévu. Tout en effet avait été fait pour que la combativité réelle des sidérurgistes ne puisse s'exprimer pas plus que leur volonté de se coordonner pour envisager un blocage de la production. Il faut aussi citer la réaction de ce haut fourneau de Dunkerque affirmant que les responsables syndicaux avaient eu la tâche grandement facilitée en suspendant la section CFDT de son usine. «Tu peux me croire devait-il déclarer, si la section CFDT n'avait pas été dans cet état là, cet après-midi ils auraient proposé une manifestation. Ce n'est pas sur «les nouveaux responsables» désignés par Chèreque que l'on pouvait compter. Imagines-tu que l'un d'entre eux a déclaré à une réunion avec le patron : «Ce n'est pas la peine de raconter d'histoire, tout le monde sait bien que Denain et Longwy sont condamnés. Or comme c'est à nous qu'in-

combera d'assurer leur production actuelle en plus de la nôtre, vous ne pouvez refuser d'améliorer nos salaires» !!!

Force est pourtant de remarquer que le bilan principalement négatif qui est tiré de cette journée n'a pas désarmé les travailleurs. Ainsi à Dunkerque la grève que tout le monde croyait devoir se terminer se poursuit. Le blocage par ouvriers du parc à brames a de telles conséquences que le patron a lock-outé ce mardi près de 8 000 travailleurs sur les 10 700 salariés que compte l'usine. La production de fonte et d'acier est entièrement paralysée. A Denain également les sidérurgistes restent à l'offensive. A l'initiative de la CGT, 500 à 600 d'entre eux ont bloqué lundi l'autoroute pendant une heure non loin de l'usine. De plus, les discussions vont bon train sur ce qu'il faut faire pour relancer la lutte à un haut niveau de combativité. Plus d'un sidérurgiste remet en cause la division syndicale ; certains envisagent des assemblées générales par chantier sidérurgique pour fournir l'occasion à la base de donner son point de vue et de faire des propositions.

La CGT envisagerait la mise sur pied d'une radio,

«Radio Quinquin» qui émettrait deux à trois fois par semaine. A Longwy enfin ce sont les ouvriers et les employés du train à fil d'Usinor qui sont parvenus à faire au moins partiellement reculer la direction sur une question de repos compensateurs. A Fos enfin, il s'en est fallu de peu que deux directeurs de la Solmer ne soient séquestrés dimanche soir. La production est toujours bloquée ; les syndicats réclament notamment le paiement de deux jours de chômage technique de la semaine dernière.

D'un point de vue d'ensemble les syndicats CGT, CFDT et CGC devaient se rencontrer ce mercredi pour tirer le bilan de la réunion de synthèse qui s'est tenue vendredi dernier avec Etchegaray, PDG d'Usinor.

Pour sa part, la CGT envisage une nouvelle action qui pourrait prendre la forme d'une marche nationale des sidérurgistes à travers la France ou d'états généraux sur l'emploi. En fin de semaine une réunion «inter-trust» CFDT Usinor devrait se tenir et envisager plus concrètement la coordination des différentes usines.

F.M.

Points de vue d'ouvriers d'Usinor-Longwy sur la journée du 6 à Dunkerque

JEAN-CLAUDE, DELEGUE CFDT

«Les travailleurs n'allaient pas à Dunkerque pour écouter les orateurs. Certains l'ont dit. Tout le monde l'a pensé. On ne voulait pas de récupération politique.

On voulait coordonner la lutte et montrer le mécontentement des sidérurgistes.

Or le maire (PS de Grande-Synthe NDLR) et les responsables fédéraux ont fait des prises de parole : c'est toujours la même chose.

La manif était envisagée. Le maire est intervenu, il n'en voulait pas.

Il y a eu une manœuvre politique. A Paris, c'était le PCF, à Dunkerque, c'était le PS.

De plus, il y a eu un coup porté à une section syndicale à l'initiative de ce rassemblement.

Mais au total ça peut être une avancée parce que les travailleurs ont vu tous les défauts qui existaient.»

UN OUVRIER ET DEUX EMPLOYES

On voulait rencontrer des gens des autres usines. Mais les fédéraux ont parlé pendant deux heures. Ils n'avaient pas à le faire.

Dès le matin, c'était prévu. On a été amené dans la salle ; chaque usine était dans son coin. Pas de débat commun.

D'abord, le maire a pris la parole. On avait vu ça à Denain, à Paris sous une autre forme. La manière dont c'était organisé n'allait pas.

Il y a des points positifs parce que les travailleurs ont pris la parole alors que cela n'était pas prévu.

Il aurait fallu que ça soit comme cela dès le départ et qu'on en ressorte quelque chose.

Par ailleurs, pour la radio SOS Emploi, on a vu que le maire voulait garder son image de marque, ne pas avoir d'ennui avec la justice... C'est lui qui ne voulait

pas que l'émission passe dans la salle.

QdP : Il y a eu des idées sur la suite de la lutte ?

Si on coordonnait les usines, on pourrait d'abord ralentir la production.

Actuellement ce n'est pas possible.

C'est la dernière des solutions mais il faudra y venir.

Si on voit qu'après la grève il y a quelque chose, c'est différent. De toute façon, s'il y a un ralentissement de la production, il y aura chômage technique.

Il faudra en arriver là.

Actuellement c'est très grave. Ils cuisinent la presse, ils interdisent les manifs, c'est presque une dictature...

Il faudra continuer à trouver des moyens de lutte qui ne sont pas traditionnels.



Un intense débat entre sidérurgistes vendredi dernier

Train à fil d'Usinor-Longwy CONTRE L'AUTORITARISME PATRONAL : LUTTE RESOLUE

La semaine dernière, la production a été forcée. Jeudi, une pièce du train à fil a cédé. On peut penser que cela est dû «au record battu».

On veut faire subir les conséquences aux travailleurs en leur imposant des repos compensateurs à la date choisie par la direction : de un à trois repos compensateurs selon les équipes à prendre entre samedi et mercredi. Des délégués et des syndiqués CFDT racontent la réaction des sidérurgistes.

«Samedi, les gars décident de faire quelque chose. On fait venir le responsable pour lui exprimer notre désaccord. Il nous fait un exposé sur la loi. On lui répond : «C'est la loi du plus fort... et aujourd'hui, c'est nous qui sommes les plus forts».

Les gars se rassemblent au réfectoire ; là il y a un débat. On veut disposer de nos repos, c'est un acquis des travailleurs (nous y avons droit pour avoir dépassé la durée hebdomadaire légale de travail).

Les travailleurs contactent les autres équipes. A 22 h 30, la tournée de nuit est rassemblée.

Des clarks se mettent en branle. Les bottes de fil s'entassent devant les bureaux. A la peinture nous

inscrivons : «S.O.S. Emploi...»

Le dimanche matin on est là pour la tournée qui doit prendre le travail. Il y a des hésitations. Les bottes sont débloquentes, les murs nettoyés.

Lundi matin, on décide de remettre les bottes. Tout est bouché à nouveau. Un pot de peinture est même tombé involontairement dans un bureau...

On rentre dans le réfectoire pour attendre le changement de poste.

On apprend qu'il y a eu le feu dans les bureaux. Un carreau a été cassé. Le feu a été mis accidentellement par un travailleur. On déplore cet accident, mais la CFDT ne reniera pas cette action.

C'était juste de brûler des dossiers : «C'est le bureau de l'adjudant bai-

seur» (il fait des dossiers contre les travailleurs). Ce qui est en cause, c'est d'avoir fait ça dans les bureaux. Il aurait été préférable de faire une action collective et de sortir les dossiers pour en faire un feu de joie.

Lundi matin, la direction a cédé sur un repos. Les délégués n'ont pas pris d'engagements, ils ont dit : «Les travailleurs décideront». Et les travailleurs ne s'en sont pas satisfaits ; alors à 14 h 30, lundi, on a pris le carnet de pointage. Comme ça on est sûr de ne pas être volé. On a pointé nous-même présent les postes en repos compensateurs ; ceux qui étaient en grève vendredi, on les a pointés présent. Il y aura une suite à cette action.

Corrs. LONGWY

ACCIDENT AU TRAIN A FIL D'USINOR - LONGWY

Un accident s'est produit samedi après-midi au four à billettes, au train à fil d'Usinor-Longwy. Déjà en 1975, un accident était survenu. Un contremaître s'était fait plusieurs fractures en tombant dans la fosse. Suite à cet accident une demande de transformation avait été faite pour protéger cette fosse profonde de six mètres. Samedi, une équipe d'intervention d'entretien venant d'Usinor-Senelle est venue au train à fil pour des travaux d'entretien. Un gars est encore tombé dans la fosse. Résultat : deux côtes fracturées.

Faudra-t-il attendre qu'il y ait un mort ?

Usinor Dunkerque : les hauts fourneaux continuent, la direction lock-oute à nouveau

Depuis lundi 2 mars, l'usine était lock-outée en réponse aux grèves des ouvriers du train à bande et des hauts fourneaux. Les premiers demandaient une classe d'augmentation, les seconds 300 F, la cinquième équipe, le paiement des jours lock-outés. Dès le samedi 7, la direction appelait à la reprise du travail avec une réponse insultante aux revendications. Elle propose 2 % maintenant sur les 3,5 % qui devaient tomber de toute façon en avril et la récupération des jours pour chômage forcé par des heures supplémentaires et des congés payés. Contrairement à son attente, la totalité des travailleurs n'était pas présent et les hauts fourneaux décidaient la poursuite de la lutte.

C'est pourquoi, dès dimanche matin, la direction annonçait sa volonté de lock-outer secteur par secteurs. Celui-ci était effectif pour toute l'usine lundi matin. L'usine était totalement silencieuse. Lundi matin, les aciéristes bloquaient le quarto (laminage des tôles fortes) et l'entrée des grands bureaux pour montrer leur détermination aux travailleurs de journée. A la différence des hauts fourneaux ils ne se déclarent pas en grève. Tout ce qu'ils veulent c'est du travail. Toutefois l'attitude de la direction les oblige à penser à rejoindre les hauts fourneaux dans leur grève.

Il faut signaler que toutes ces initiatives et ces réflexions ont lieu en dehors de toute proposition syndicale. Mardi à 13 heures, les hauts fourneaux devaient se réunir au HF 4 pour s'unifier sur leurs revendications. En effet, pour les équipes C et D, le choix n'est pas clairement fait entre la grève revendicative et la simple action pour réclamer le paiement des jours de chômage forcé.

LES PRESIDENTIELLES, DÉJÀ

Les politiciens français manquent-ils de perspectives ? Certainement, si on s'en réfère au creux de leurs programmes. Pourtant, ils voient tous loin, et depuis une semaine n'ont qu'un mot à la bouche : les présidentielles. A 23 mois de l'échéance, la course est bien engagée, et chacun entend bien prendre un départ plus rapide que son rival.

C'est sous le signe des présidentielles que s'est déroulé le congrès du PS. C'est en fonction de cette échéance que Mitterrand et Rocard se sont affrontés, en une bataille où il est bien difficile de faire la part des arguments et des ambitions. Mitterrand a marqué un point, puisqu'il reste le maître du PS, premier parti électoral de France. Rocard aussi a marqué un point, puisqu'il a désormais les mains libres pour préparer sa campagne, et qu'il a prouvé sa crédibilité politique. Désormais, les deux politiciens vont s'attacher à préparer le prochain congrès du PS, fin 1980 ou début 1981, dont la fonction essentielle sera de désigner le candidat socialiste à la présidence de la République. Rocard sera très probablement candidat à la candidature, tandis que Mitterrand a deux solutions : ou bien tenter une troisième fois l'aventure, après ses échecs de 1965 et 1974, ou bien pousser en avant un homme à lui, un homme du type de Lionel Jospin par exemple.

De toute façon, le candidat socialiste aura, à gauche, un rival du PCF. Le principe d'une candidature du PCF à ces élections présidentielles a été décidé dès 1977. En l'état actuel des choses, Marchais tient solidement la corde, et le 23^e congrès va le consolider dans cette ambition. Il ne s'agit pas en l'occurrence pour le PCF d'espérer atteindre l'Élysée, son fameux «butoir» électoral l'en empêche. Mais pour les dirigeants du PCF, les voix recueillies seront en toute hypothèse une merveilleuse monnaie d'échange pour marchander un éventuel désistement pour le candidat socialiste.

La droite n'est bien sûr pas absente dans cette course aux présidentielles. Si des incertitudes pouvaient encore exister quant à sa tactique, Chirac les a balayées la semaine dernière devant les caméras d'Antenne 2 : en prophétisant, en l'état actuel des choses, une défaite du candidat de droite, Chirac ne faisait que faire acte de candidature. Il entend se démarquer le plus possible de la politique gouvernementale pour tenter d'apparaître, le moment venu, comme le «recours» d'une droite qui se sentirait en difficulté. Il trouvera sur son chemin un Giscard qui lui non plus ne fait guère mystère de sa volonté de voir renouveler son mandat. Très certainement, les tours de vis des plans Barre tendront à se faire plus discrets quand approchera l'échéance, de manière à ce que leur souvenir en soit moins amer ; du moins Giscard l'espère-t-il ainsi.

Mitterrand ou Rocard, Marchais, Chirac, Giscard, les quatre grands qui polluent la vie politique se préparent donc déjà au grand affrontement de 1981. Entre eux quatre, toutes les combinaisons sont encore possibles, favorisées par un système électoral qui prévoit que seuls les deux candidats arrivés en tête au premier tour peuvent s'affronter au second. Alors, en mai 1981, duel Chirac-Giscard ? Chirac-Rocard ? Rocard-Giscard ? Giscard-Mitterrand ? Mitterrand-Chirac ? On le voit, les combinaisons possibles sont nombreuses, et chacune a sa spécificité.

Cette course aux présidentielles, qui accroît encore un peu plus les divisions entre clans bourgeois, révèle aussi leurs vrais visages. Dès aujourd'hui, 23 mois avant l'échéance, les vrais problèmes n'apparaissent déjà plus que comme prétextes à manœuvres en tout genre, d'un Chirac qui vient verser des larmes de crocodiles sur le sort des chômeurs à un Rocard qui ne parle de sidérurgie que pour apparaître comme le rival de Giscard en matière d'économie. Au fond, tous ces politiciens ont un point commun : ils courent après les élections pour mieux masquer leur impuissance face à la crise de l'impérialisme français.

Nicolas DUVALLOIS

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Après le congrès du PS

LES INCERTITUDES QUI DEMEURENT



Pas de vainqueur au congrès du PS, mais au moins un vaincu (de taille) : Mauroy

Rupture entre Mitterrand d'un côté et Mauroy-Rocard de l'autre, moitié d'accord entre Mitterrand et le CERES, gouvernement minoritaire du parti par la tendance Mitterrand, les rapports entre courants ne sont pas réglés totalement après le congrès de Metz. A l'horizon, les élections européennes d'abord, puis les présidentielles pèsent lourdement sur l'équilibre interne du PS.

Il n'est pas inopportun, maintenant que la rupture est consommée entre Mauroy-Rocard et Mitterrand, de revenir sur l'enjeu des contradictions qui les opposent, et qui se sont amplifiées depuis l'échec de la gauche aux législatives. Non pas sans doute deux lignes, comme certains des protagonistes ont pu le dire abusivement : entre un Rocard qui plaide pour le rapprochement avec les partis sociaux-démocrates d'Europe, et un Mitterrand qui vante l'action des sociaux-démocrates en Suède, bien malin qui pourrait discerner une différence fondamentale sur le type de société que l'un et l'autre se fixent comme idéal.

Mais, incontestablement, il y a des différences tactiques assez fortes pour avoir provoqué la rupture. A la source, la crise qui frappe l'impérialisme français depuis 1973. Quelles perspectives proposer, pour un parti social-démocrate, dans cette situation qui a changé depuis la signature du programme commun de 1972, qui datait d'avant la crise ? Sur cette question, on a bien droit à deux types de discours : l'un, celui de Mitterrand, qui a des relents archaïques en ce sens qu'il se réclame du programme commun d'avant la crise ; l'autre, de style néo-libéral, de Rocard, qui insiste lourdement sur la nécessité de «parler vrai», c'est-à-dire de tenir un langage ouvertement favorable à une politique d'austérité.

Derrière cette querelle entre un discours de crise et un discours social-démocrate d'avant la crise, se profile en fait le problème des rapports avec le

PCF, et de la manière de riposter face aux accusations de virage à droite. Pour Mitterrand, le maintien d'un certain nombre de revendications, et l'insistance sur le rôle des nationalisations et de la planification tend à désamorcer ces critiques : pour Rocard, pas question de s'embarrasser de précautions, le PS, s'il veut progresser, doit faire connaître clairement ses intentions, refuser de céder sur les revendications «démagogiques», affirmer sa personnalité et creuser l'écart électoral avec le PCF. Autant de points parmi d'autres qui ont conduit à la rupture.

LE CERES A LA CHARNIÈRE

Dans cette situation de division irréconciliable (pour le moment) de l'ancienne majorité, le CERES piaffait d'accéder de nouveau à la direction du parti. Ses dirigeants considéraient que le recul de leur courant était dû pour une large part au fait qu'ils se trouvaient à l'écart de la direction, ce qui leur coude leurs thèses dans le parti, ainsi que les sources de financement. On notait, dès l'entrée du congrès, le ton très conciliant de Chevènement, qui félicitait Fabius (tendance Mitterrand) pour sa prestation violemment anti-cardienne. Restait tout de même un point d'achoppement qui n'est pas mince : celui de l'Europe. Il semblait difficile pour Mitterrand de s'entendre avec le CERES sur cette question, quand on connaît les positions de ce courant, et son hostilité à l'«Europe germano-améri-

caine» exprimée dans des termes proches de ceux du PCF. La question est d'autant plus épineuse que les élections européennes sont dans deux mois, et que le PS ne peut s'y présenter que sur la base de positions cohérentes, sous peine de perdre toute crédibilité.

D'où le sens de l'appel des partisans de Mitterrand à faire la «synthèse» avec le CERES «dans les semaines ou les mois qui viennent», c'est-à-dire probablement après les élections européennes. Pendant l'intervalle, Mitterrand devra faire des acrobaties avec une majorité relative. Ses tentatives pour rallier les partisans de Pierrat ont en effet échoué : les 3,5% recueillis par cette motion lui auraient permis de boucler les 50% de mandats. Mais ceux-ci restent à l'écart, malgré les propositions qui, selon des bruits insistants, leur auraient été faites, comme celles d'un poste au bureau exécutif et celle d'un candidat en position d'être élu sur la liste des élections européennes.

UN GOUVERNEMENT DIFFICILE

La courte victoire de Mitterrand ressemble fort à un demi-échec. L'union avec le CERES, probable après les élections européennes, sera difficile, ce courant ayant un projet de société proche de celui du PCF, et donc en contradiction toujours prête à resurgir avec les positions mitterrandistes. Un mariage de raison difficile à gérer pour le premier secrétaire. D'autant plus qu'il a en face de lui une minorité forte, les opposants Mauroy-Rocard totalisant au niveau du comité directeur 38% des mandats. Et on peut compter qu'ils sauront exploiter à leur compte le premier échec électoral du PS.

François NOLET

ET MAUROY ?

Majorité qui reste courte, d'autant plus courte que le courant Mauroy, contrairement à ce que l'on attendait généralement, ne s'est pas partagé entre Mitterrand et Rocard, mais est resté d'un bloc à peu près homogène dans la minorité aux côtés de Rocard. Mauroy semble d'ailleurs être le grand perdant de ce congrès : sa

Le parti radical a présenté ses candidats à la candidature sur la liste de l'UDF aux prochaines élections européennes. Les candidats à la candidature qui ont obtenu le plus de voix sont, dans l'ordre, Servan Schreiber, Rossi, Nordmann, Yves Galland, Brigitte Gros et Jean-Pierre Pierre-Bloch.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

NUCLÉAIRE : UNE TECHNOLOGIE AVANCÉE? BARRE RÉCIDIVE A TRICASTIN

Alors que dans la centrale nucléaire américaine de Harrisburg, les ingénieurs sont occupés à arrêter le réacteur, et que de nouveaux incidents ont eu lieu, de nombreuses manifestations se sont tenues à travers le monde pour protester contre le recours à l'énergie nucléaire et les risques qu'elle fait courir dans les conditions actuelles. Barre profitait ce lundi de sa visite au centre d'enrichissement de Tricastin pour faire, une nouvelle fois, l'éloge du

programme électro-nucléaire qu'il cherche à imposer coûte que coûte. «*Nous continuons*» s'est-il exclamé. Pourtant ce centre est précisément désigné comme peu sûr par le service de sécurité compétent.

Ce sont plus de 100 000 manifestants qui ont protesté à travers le monde ce week-end, contre la construction de centrales nucléaires ou pour exiger l'arrêt des installations existantes.

Tout n'est pas fini dans la centrale de Three Mile Island, où deux nouveaux incidents ont eu lieu ce week-end. Une nouvelle fuite de gaz radioactif a eu lieu dans l'atmosphère à la suite d'une nouvelle défaillance du système de pompage mis en place pour évacuer les gaz du bâtiment auxiliaire. Quelques heures plus tard, c'est une pompe du système réfrigérant qui s'est trouvée bloquée pendant quelques minutes. Les autorités «compétentes» en ont, semble-t-il, minimisé les conséquences.

Un groupe de scientifiques américains, du secteur nucléaire, affirment que la NRC (la commission de l'énergie nucléaire) a livré des informations douteuses et qu'elle n'a pas pris en compte tous les risques de l'accident de la centrale. Ces scientifiques américains accusent notamment l'administration de ne prendre en compte que certaines radiations, sous-estimées, sans tenir compte des gaz radioactifs qui ont pu être inhalés, alors que sous cette forme ils sont beaucoup plus dangereux pour l'organisme. De même que selon eux, l'évacuation aurait dû être plus large que celle des enfants et des femmes enceintes : notamment les diabétiques, les malades cardiaques et les personnes âgées.

DES RISQUES GRAVES PERSISTENT

Ainsi, selon les mêmes experts, des risques graves persistent dans une zone de 50 miles autour de la centrale depuis le premier rejet dans l'atmosphère ; la nature des gaz, notamment de l'iode 131, accroît ces risques puisqu'ils ont la particularité de se fixer sur les os, ou certains organes internes, telle la thyroïde, et se concentrer dans la chaîne alimentaire : le lait contaminé retrouvé à New-York en est un exemple.

En Belgique, le maire de la commune de Huy a profité de l'impact créé par l'accident de la centrale américaine, pour faire arrêter celle située sur le terrain de sa commune. Cette centrale nucléaire, d'une puissance de 900 megawatts, est exploitée en commun par EDF et la compagnie belge. Le maire



Visiblement satisfait par sa visite à Tricastin, Barre a réaffirmé la volonté du gouvernement d'accélérer le programme nucléaire.

de Huy explique qu'il entend ainsi protester contre les mesures de sécurité insuffisantes ; d'autre part il juge «*inadmissible que seuls les dirigeants de la centrale soient habilités à apprécier la gravité d'un accident avant de déclencher une éventuelle alerte*». La réaction du gouvernement belge n'a pas été longue à venir : lundi, un arrêté royal a cassé la décision permettant la remise en marche de la centrale.

LA POLITIQUE DE L'AUTRUCHE

Barre, lui, réaffirmait les orientations du dernier conseil des ministres, lors de sa visite au centre d'enrichissement Eurodif, au Tricastin. Selon lui, c'est un «devoir» pour la technologie française, et pour assurer l'indépendance énergétique de la France de recourir à l'électricité fournie par l'atome. L'usine du Tricastin est cependant jugée peu sûre. D'importantes traces de corrosion ont en effet été décelées ; or Eurodif traitera l'hexafluorure d'uranium en pression, contrairement à d'autres procédés (dé-

pression) favorisant ainsi les fuites en cas d'incident.

D'autre part, la fameuse indépendance énergétique de la France risque d'être rapidement remise en question. Les possibilités d'extraction nationale ne permettent pas d'envisager de passer le cap des années 2000 au mieux. En faisant appel aux produits fissibles étrangers (principalement de pays africains), la dépendance énergétique est pour l'essentiel maintenue. Suivant en cela l'exemple des pays producteurs de pétrole, le Gabon, le Niger... finiront bien par remettre en question le pillage de leurs richesses nationales.

A moins que la bourgeoisie française n'envisage de recourir systématiquement au surrégénérateur, tel celui actuellement en construction à Creys-Malville ; ce que pourrait laisser entendre le ton péremptoire de Barre qui glorifiait «l'avance technologique» française dans ce domaine. Les surrégénérateurs, en effet, peuvent être alimentés avec le plutonium récupéré dans les déchets des cen-

trales nucléaires actuelles. Or les surrégénérateurs disposent pour fonctionner de la fameuse «masse critique» qui lors d'un incident peut déclencher une explosion nucléaire. Quant au refroidissement, il se fait avec du sodium liquide, qui a la particularité de s'enflammer au contact de l'air, ou d'exploser au contact de l'eau. Plusieurs dizaines de tonnes seraient ainsi utilisées dans les circuits ; pourtant à l'heure actuelle, des feux de plus d'une tonne de sodium sont impossibles à éteindre...

Barre et son gouvernement pratiquent une politique de l'autruche pour préserver leurs intérêts immédiats ; ils passent outre la sécurité des populations ; ils continuent de faire la sourde oreille aux multiples protestations, tant d'organisations scientifiques, syndicales ou écologiques.

Nous ne pouvons accepter cette logique d'une classe qui sent sa fin proche.

P.C.

Arthur Chave est mort

Nous apprenons avec tristesse la mort de Arthur Chave, petit paysan du Vaucluse, membre du PCML. Arthur Chave était un vieux militant communiste. Militant depuis 1936, résistant FTP, il avait adhéré au PCF à la Libération, contribuant à construire la cellule dans son petit village du Vaucluse, Entrechaux. Il a longtemps mené la lutte dans le PCF, notamment contre le refus des dirigeants de ce parti de soutenir concrètement la lutte des patriotes algériens. Fidèle à l'idéal révolutionnaire, il s'est aussi battu dans le PCF contre les calomnies lancées contre le Parti communiste chinois, avant d'en être écarté, comme «pro-chinois». Il a alors rejoint, dès 1965, la Fédération des cercles marxistes-léninistes. Poursuivant son combat, il a continué sans cesse à militer pour l'unité ouvriers-paysans, et notamment pour l'unité entre ouvriers agricoles et petits paysans.

Largement connu dans son village, Arthur Chave avait su garder ses liens avec les masses populaires. En témoigne la présence de militants du PCF à son enterrement, qui a eu lieu samedi dernier à Entrechaux.

Usé par une vie de travail et de sacrifices au service de la révolution, Arthur Chave est mort à 58 ans. Cette vie de combat, Arthur Chave l'avait racontée dans un livre intitulé «*Rencontre avec un paysan français révolutionnaire*». Nous rendons hommage à celui qui fut un authentique militant révolutionnaire.

● Situation cornélienne pour les ministres RPR

Les six ministres et les cinq secrétaires d'Etat membres du RPR viennent de faire connaître leur position quant aux élections européennes : ils soutiendront la liste conduite par Chirac et Debré, à condition que les dirigeants du RPR «*cessent certaines conduites qui portent atteinte à la confiance du pays dans l'avenir*». Par cette déclaration ambiguë, les ministres RPR tentent de se sortir d'un mauvais pas. En effet, ils sont à la fois membres du RPR et membres d'un gouvernement que combat le RPR ; en outre, la solidarité gouvernementale voudrait qu'ils soutiennent aux élections européennes la même liste que celle soutenue par leur Premier ministre, la liste UDF, alors que Chirac les somme de soutenir sa liste sans quoi ils «*s'excluraient d'eux-mêmes du RPR*». Cette situation compliquée exige une souplesse de principes, qui ne semble cependant pas au-dessus des forces des ministres en question.

Comité avortement - contraception sexualité de Montreuil

Communiqué de presse

«Appel du comité unitaire de mobilisation de Montreuil contraception-avortement-sexualité :

La loi «Veil» (votée en 1975 et légalisant l'avortement pour une durée de 5 ans) arrive bientôt à échéance.

Elle sera rediscutée lors de la session parlementaire d'automne 1979. Bien que restrictive et peu appliquée, cette loi risque d'être encore plus limitée au moment où on assiste à une offensive sans précédent contre les acquis et les droits des femmes (droit au travail, droit aux femmes de décider d'avoir ou non des enfants...).

C'est pourquoi nous nous mobilisons dès maintenant pour :

- éviter un retour en arrière ;
- obtenir une loi qui garantisse le droit des femmes à avorter sans restriction et dans de meilleures conditions.

Et nous vous appelons à la prochaine réunion du comité qui aura lieu le :

Judi 19 avril à 18 heures à la Bourse du Travail.
Esplanade Benoit Fra-
chon, Montreuil.
(Métro : Mairie de Montreuil).

URSS, PRISON DES PEUPLES

Pillage économique des ressources naturelles, monoculture imposée, infrastructure industrielle inexistante ou arriérée, pauvreté des populations en majorité rurales, déportations de montagnards, c'était, depuis des décennies, les formes visibles de l'oppression exercée sur les peuples et les pays colonisés par l'impérialisme. Ce sont aujourd'hui les formes de l'oppression exercée par le Kremlin sur les républiques d'Asie centrale considérées, telles des colonies, comme les fournisseurs de matières premières pour la partie centrale de l'URSS.

Par Joëlle FECLAZ



1. Capitale de République. — 2. Capitale nationale.

PILLAGE ECONOMIQUE ET DEPORTATION DES PEUPLES

Dans ces républiques d'Asie centrale (Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizie, Tadjikistan) les conditions climatiques sont particulièrement favorables à la culture du coton. Les moyens de développement de cette culture furent rapidement fournis pour satisfaire les besoins du pays. Cependant, dans les années 60, Brejnev au nom du «système hautement développé du travail parmi les républiques fédérées», décidait que les républiques d'Asie centrale devaient faire du coton leur «principal secteur d'activité».

L'économie coloniale des république d'Asie centrale

Aujourd'hui, ces républiques fournissent donc 90 % de la production totale du pays mais c'est au détriment des autres cultures que les conditions naturelles favoriseraient : les légumes, les céréales, les fourrages. Au Tadjikistan, le coton occupe les 4/5 des terres irriguées, en Ouzbékistan 80 à 90 % de la structure des semences. Par ailleurs, cette monoculture pratiquée en permanence sur un même terrain, a entraîné une grave détérioration des sols qui aggrave encore le déséquilibre agricole. Au Tadjikistan par exemple, en 1977 la production céréalière est devenue inférieure de 26,5 % à celle de 1940. Et, d'une façon générale, le rendement du coton lui-même est en train de baisser.

Parallèlement, aucun moyen n'a été fourni à ces républiques pour qu'elles puissent transformer elles-mêmes leurs ressources naturelles, leurs matières premières et leurs produits agricoles. La Kirghizie n'a même pas sa propre industrie d'engrais chimiques : or, c'est une des principales régions agricoles de l'URSS. En Ouzbékistan, alors que la production du coton brut représente 65 % de la production totale, la production de cotonnades n'atteint que 3 % de la production totale, et elle a même baissé de 29 % dans les dix dernières années. On en arrive à cette situation paradoxale que des républiques premières productrices de coton brut soient obligées d'importer d'autres républiques une grande quantité de cotonnades et d'articles de bonneterie !

Une situation du même type s'est installée dans la République du Kazakhstan. Le Kazakhstan, c'est la région des «Terres Vierges» : le fleuron de la politique de mise en valeur agricole de Khrouchtchev, aujourd'hui un des faire-valoir de Brejnev qui vient d'y consacrer un nouvel opuscule de ses mémoires d'autoglorification. Cette république

livre plus du cinquième des céréales de toute l'URSS mais, déclare lui-même Masymkhan Beisebaev, président du Conseil des ministres de cette république : «L'industrie de transformation des produits agricoles s'y trouve dans un état très arriéré... Le Kazakhstan est une grande république qui produit d'énormes quantités de grains. Cependant, la farine, le gruau, et le macaroni doivent y être importés en grande quantité d'autres parties du pays. La raison en est que notre base économique est trop faible pour produire ces nourritures». Et pour cause ! Les ressources en matières premières du Kazakhstan sont énormes : il est par exemple le troisième producteur de fer de l'URSS. Mais ces ressources jouent un rôle central pour le développement des usines de l'Oural et des nouvelles régions industrielles de Sibérie. Le dernier plan quinquennal n'envisage aucun développement notable de l'infrastructure dans ces régions.

Dépendance économique, source de matières premières pour la partie centrale de l'URSS, telles sont les caractéristiques de la situation économique de ces républiques d'Asie centrale, celles des régions colonisées. La conséquence obligée en est aussi la pauvreté de la population. Dans les statistiques du revenu des paysans, ces républiques arrivent en fin de liste, le revenu y est deux fois plus faible que dans les régions les plus riches. Si l'on tient compte de deux faits : d'abord que les revenus de la population rurale sont estimés à 87,4 % de ceux des travailleurs de l'industrie ; et ensuite qu'en Asie centrale la proportion des travailleurs agricoles l'emporte largement sur les travailleurs de l'industrie, ces régions sont les plus pauvres de toute l'URSS.

Les montagnards Tadjiks déportés pour les besoins du coton

C'est ce que révélait un texte du Samizdat publié par *Les Cahiers du Samizdat* en juin 1978 : «Dans les années 60, la direction du PC du Tadjikistan a assumé une «obligation renforcée» en matière de livraison du coton. L'abondance des récoltes, en même temps que l'insuffisance des moyens techniques de ramassage, firent en sorte qu'il devint impossible de rentrer tout le coton produit. C'est alors, manifestement, que fut prise au niveau «supérieur» la décision de transférer de force dans la vallée tous les Yanobs (un des groupes ethniques formant le peuple tadjik) et d'autres habitants des régions de haute montagne, où le coton ne pousse pas. (...)

«Au début, on a conservé l'apparence du libre consentement. Dans certains villages, des réunions furent organisées, lors desquelles on tenta de persuader les habitants de partir de leur plein gré. Parmi les arguments figurait celui-ci : «la vallée est la patrie de vos ancêtres d'où ils furent chassés jadis par les nomades». (...) Comme cela ne suffisait pas d'autres suivaient.

— difficulté d'assurer les soins médicaux (voir plus loin) ;

— difficulté d'amener les électeurs aux bureaux de vote lors des «élections» (mais, à juger d'après les journaux, le nombre est déjà, sans cela, toujours proche du maximum possible) ;

— la faible productivité de l'élevage et de l'agriculture en terrasse pratiqués traditionnellement par les montagnards (mais les villages de montagne fournissaient toujours sur les marchés du Tadjikistan plus de 50 % de toute la viande, presque toute l'orge et la laine etc.). La dépression de haute montagne sur

le cours supérieur de la rivière Yanob est célèbre pour ses alpages, ses prés et ses fenaisons, permettant aux montagnards de satisfaire parfaitement leurs besoins. Mais l'éloignement entraînait, effectivement, la collectivisation et la perception efficace des impôts.

Lorsque la transplantation volontaire échoua (il n'y a pas eu de tentatives partout), les autorités changèrent de tactique. Des détachements renforcés de la Milice arrivèrent dans les kichlaks (nom donné aux villages d'Asie centrale. NDLR) et détruisirent le système des aryks (canaux d'irrigation. NDLR), créé au cours des siècles et sans lequel la vie est ici impossible. Ensuite, entrant dans les maisons, ils abattirent les piliers de soutien des toits généralement ornés de sculptures, les chevrons, les portes... Dans les villages accessibles par la route, on fit venir des camions spécialement aménagés, conduits par des chauffeurs originaires d'autres régions. Dans les véhicules, de force, on fit monter les habitants avec leurs enfants, on entassa leurs bagages. Une partie du bétail mourut par la suite, le reste fut volé ou devint la «propriété» des kolkhozes situés plus bas. Pour atteindre certains kichlaks d'accès difficile, on fit construire au préalable des routes, dans le seul but de pouvoir emmener les habitants. (Ces routes sont aujourd'hui abandonnées et sont devenues inutilisables). (...) Le nombre total de déportés a atteint de toute évidence de nombreuses dizaines de milliers de personnes.

Dans les vallées on a construit pour ces migrants forcés des agglomérations de cabanes clouées ensemble n'importe comment. Leur moyen d'existence habituel, l'élevage de moutons, est impossible ici.

Dans les montagnes, la pro-

ximité des glaciers et des radiations ultra-violettes rendaient l'eau pratiquement stérile. Mais dans la vallée où les aryks fournissent traditionnellement et l'eau à boire et l'eau de «lessive» et celle du «bain» et servent aussi quelquefois d'égout», chez ces «nouveaux» colons, démunis de toute espèce d'immunité, il se déclara une épidémie de dysenterie. Diphtérie et tuberculose ne tardèrent pas à suivre.

Personne n'apprit aux déportés comment faire brûler du charbon dans leurs poêles à la place du bois mort dont ils avaient l'habitude. En outre, la tonne de charbon coûtait de 75 à 80 roubles et les montagnards, habitués à l'économie naturelle, étaient loin de posséder tout l'argent qui leur eut permis de faire provision de charbon pour l'hiver.

La mortalité, surtout parmi les enfants et les vieillards, atteignit des centaines par semaine. Alors que les familles tadjiks sont habituellement nombreuses, les enfants âgés de 2 à 3 ans ont presque totalement disparu dans les familles transplantées. Les enfants sevrés du lait maternel, mais n'ayant pas encore atteint l'âge de 5 ans au moment du transfert, sont morts presque jusqu'au dernier, de même que les personnes âgées de plus de 60 ans, n'ayant pu supporter la pression atmosphérique, les chaleurs de l'été et la «mauvaise eau» de la vallée. (...) Le service médical «au nom duquel» la transplantation avait été faite, s'est montré incapable de faire face à l'épidémie, jusqu'à ce qu'elle s'éteigne d'elle-même.

En raison du secret entourant les statistiques, des chiffres variables sont avancés quant au nombre des victimes. Les estimations les plus prudentes les évaluent à près de dix mille morts.

Les Tatars de Crimée, interdits de séjour dans leur pays natal

Au cours de la seconde guerre mondiale, les 420 000 Tatars de Crimée étaient déportés en Asie centrale, coupables collectivement de la collaboration de quelques-uns avec les nazis. La déportation, dans des conditions très dures, entraîna la disparition de 46 % du peuple tatar soit 193 000 personnes.

Les protestations de masse (lettres, pétitions, manifestations) obligeaient les autorités soviétiques à revenir sur l'accusation collective de collaboration ; cependant le décret du 5 septembre 1967 ne parlait pas des Tatars de Crimée mais de «citoyens de nationalité tatare, résidant antérieurement en Crimée». Leur exil était dorénavant légitimé.

En 1921, leur présence séculaire en Crimée, leur identité nationale, l'oppression exercée sur eux par le tsarisme avaient été reconnues : ils avaient pu bénéficier de tous leurs droits nationaux dans une République autonome incorporée à la République de Russie. Aujourd'hui, en les privant de leur territoire, les autorités leur refusent le droit à l'existence nationale, les condamnent à s'assimiler au milieu culturel et ethnique de leur exil, nient le lien entre l'ethnie et le sol qui constitue un des quatre critères définissant l'existence de la nation.

Interdits de séjour sur leur sol natal, des Tatars ont décidé de s'y transporter quand même. Pour ceux-ci, c'est l'expulsion immédiate ou la répression sauvagée. S'ils

arrivent à s'installer, on leur enlève les lopins de terre appartenant à leur maison, on coupe l'eau et l'électricité, et on va même jusqu'à leur vendre du pétrole, leurs enfants ne sont pas admis à l'école. Quand tout simplement, la maison à peine achetée n'est pas rasée au bulldozer. On ne compte pas les cas de violences physiques, d'expulsions voire d'enlèvements.

Ce plan de réalisation d'une «Crimée sans les Tatars» bénéficie d'un budget : celui du ministère de l'Union des Républiques qui finance une Crimée vouée aux stations balnéaires et aux sabatoriums. Il porte aussi un nom et un slogan : «La Crimée, centre de santé de toute la Russie».

«HALTE A LA TOURNEE DES SPRINGBOKS»

Nous reproduisons ici l'appel lancé par le mouvement anti-apartheid CAO pour un boycott de la tournée des Springboks. Après bien d'autres échanges de toutes sortes encouragés par le gouvernement français à l'initiative de politiciens de la majorité comme Médecin et Soustelle, cette tournée est une insulte inadmissible à la lutte du peuple d'Afrique du Sud contre le régime raciste. Elle l'est encore plus après l'assassinat vendredi dernier par les bourreaux de Vorster de Solomon Mahlangu.

Alors que l'Afrique du Sud, en raison de sa politique d'apartheid (système raciste d'exploitation des Noirs), est soumise à un isolement international croissant conformément aux demandes renouvelées des organisations représentatives du peuple noir sud-africain et malgré l'attitude complice des puissances occidentales.

Alors que sur le terrain sportif lui-même, le régime sud-africain a été exclu du mouvement olympique et de la très grande majorité des fédérations sportives internationales pour sa politique d'apartheid qu'il applique dans le sport comme dans tous les domaines.

La fédération française de rugby a invité les Springboks, rugbymen blancs sud-africains, à ef-

fectuer une tournée en France en octobre-novembre prochains. Et déjà, en avril, une équipe sud-africaine de la province du Transvaal doit effectuer une tournée pour sonder les réactions du public. Ces deux tournées ne sont qu'une seule et même chose.

Après les 1 000 morts de Soweto (1976), l'assassinat de Steve Biko (1977), l'interdiction de toutes les oppositions progressistes (1977), les 700 morts de Cassinga (1978) et dans le contexte créé par les révélations sur les méthodes de corruption utilisées par le gouvernement sud-africain, à une échelle internationale, pour développer une propagande favorable à son régime, cette invitation française donne au pouvoir blanc raciste l'occa-

sion inespérée de briser son isolement. L'équipe qui doit venir est une véritable ambassade sportive. La fédération sud-africaine de rugby qualifie elle-même les Springboks de «soldats de première ligne devant maintenir ouvertes les voies de communication entre l'Afrique du Sud et les autres pays qui pratiquent le rugby».

Qui plus est : en demandant aux Sud-Africains d'intégrer cinq Noirs (pourquoi 5 ?) dans l'équipe blanche, la FFR joue le jeu du racisme sud-africain en proposant que l'équipe soit composée sur des critères raciaux et en se faisant la complice d'une mystification insupportable : l'Afrique du Sud et la FFR tentent de tromper l'opinion en faisant croire que le sport sud-africain serait devenu multiracial, alors que l'apartheid le plus strict y demeure, comme ailleurs, la règle. Ces quelques Noirs serviront de passeport et de porteurs de bagages à l'équipe blanche.

Le maintien de cette tournée serait une agression caractérisée contre le peuple noir sud-africain et

l'ensemble des peuples d'Afrique et une insulte au peuple français lui-même.

En conséquence, le Mouvement anti-apartheid-CAO appelle à la création de comités locaux «Halte à la tournée des Springboks» qui auront pour tâche :

— D'informer le public français sur l'Afrique du Sud et sur son régime d'apartheid, ainsi que sur la portée politique de cette tournée ;

— De faire pression sur la FFR, le gouvernement français et les autorités publiques à tous les niveaux pour que la tournée soit annulée ;

— Et, au cas où elle ne le serait pas, de s'opposer au déroulement de cette tournée.

**Isolons les racistes sud-africains !
Halte à la tournée de l'équipe du Transvaal !
Halte à la tournée des Springboks !**

**Mouvement anti-apartheid-CAO
campagne «Halte à la tournée des Springboks»
46 rue de Vaugirard,
75 006 Paris (336.00.14)**

CREATION DE L'UNION POPULAIRE POUR LA LIBERATION DE LA GUADELOUPE

Dans son dernier numéro (février 1979), *Le Patriote Guadeloupéen*, organe de l'AGEG, annonce la création, le 1^{er} décembre 1978, de l'Union Populaire pour la libération de la Guadeloupe. Il donne le compte rendu suivant du programme de l'UPLG.

«Dans sa déclaration politique adressée au «peuple guadeloupéen» et aux «militants de la cause nationale», il est fait un constat de la situation économique et sociale de la Guadeloupe et une critique des partis et hommes politiques traditionnels de droite et de gauche. Il est dit : «... La contradiction principale de la société guadeloupéenne est celle qui oppose le peuple guadeloupéen exploité au capitalisme colonialiste français exploitateur»...

Puis, est développé le programme politique de cette organisation comportant notamment les points suivants :

— «Conquête de l'indépendance nationale et instauration d'un pouvoir populaire, expression révolutionnaire de l'unité du peuple guadeloupéen»...

— «Transformation de l'économie en secteur nationalisé et secteur coopératif et d'économie mixte»...

— «Réforme agraire et édification d'une agriculture orientée d'abord vers la satisfaction des besoins du peuple»...



— «Epanouissement d'une culture nationale, populaire»...

— «Refonte des programmes et méthodes d'enseignement conformément aux besoins de la Guadeloupe»...

— «Liquidation du chômage des ouvriers, des jeunes, des intellectuels, etc., et arrêt de l'émigration massive des forces vives du pays»...

— «Diminution des écarts entre niveaux de salaires des travailleurs manuels et des travailleurs intellectuels»... etc.

Le texte se termine par l'appel suivant :

«Guadeloupéennes, Guadeloupéens,

La libération et l'édification de la Guadeloupe sont notre affaire et pas celle des autres. La Guadeloupe appartient au peuple guadeloupéen : c'est lui qui l'a

défrichée, labourée, semée, fertilisée, construite.

Débarassons-nous de la mentalité «d'assistés», du complexe de «petit pays» incapable d'accomplir de grandes choses. Toute nation, grande ou petite, a ses forces et ses faiblesses. Nous sommes des femmes et des hommes capables. En raison de l'originalité de notre peuple et de notre pays, nous pouvons apporter notre contribution au développement de l'humanité.

Aucune force au monde ne peut interrompre la marche de l'histoire. En dépit des capitalistes colonialistes français, des grands propriétaires fonciers, des gros capitalistes commerçants et des traîtres nés en Guadeloupe, notre pays sera libéré et indépendant.

Pour cela, nous devons

nous unir, nous débarrasser des idées aliénantes et porter notre contribution à la grande œuvre qu'est la libération de la patrie.

Guadeloupéennes, Guadeloupéens,

Quelles que soit ta condition : jeune, vieux, ouvrier, paysan, commerçant, artisan, intellectuel, lycéen, étudiant, rejoins nos rangs afin de lutter contre l'occupant français, prendre le pouvoir politique et édifier une Guadeloupe libre et souveraine.

Une seule Guadeloupe, Un seul peuple

Une seule organisation pour diriger la résistance nationale face au colonialisme et conquérir l'indépendance nationale».

Comité provisoire de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe

● Proche-Orient : L'échange des documents du traité Sadate-Begin est retardé

La cérémonie d'échange des documents du traité Sadate-Begin qui devait avoir lieu mardi dans le Sinaï, a été retardée. Ce renvoi n'a pas reçu d'explication officielle, si ce n'est le retard pris dans le débat pour la ratification au Parlement égyptien. L'organisation de la cérémonie a donné lieu à des divergences entre le gouvernement égyptien et l'Etat sioniste. Elles pourraient être la conséquence de l'opposition du premier ministre Mustapha Khalil à certaines clauses du traité. Celui-ci avait de plus souligné samedi que, malgré ce qui est indiqué dans le traité, l'Egypte tiendrait ses engagements à l'égard des autres pays arabes.

● Mauritanie : Quelle politique ?

Dans une première déclaration, le nouveau premier ministre mauritanien a affirmé qu'il n'envisageait pas de faire cesser l'occupation du pays par les 6 000 soldats marocains qui s'y trouvent encore. Il a cependant tenu des propos allant dans le sens du désengagement de la guerre menée par le Maroc contre le peuple sahraoui, déclarant : «Nous sommes prêts à traiter avec quiconque pour parvenir à une paix véritable... S'il ne s'agissait que des Mauritaniens et des Sahraouis, nous aurions déjà trouvé une solution au problème du Sahara». Pour le moment, on ne voit pas bien la différence entre la politique de ce gouvernement et celle de ceux qui se sont succédés depuis le coup d'Etat de juillet 1978. Ils ont maintenu une attitude de dialogue avec le Front Polisario, pour continuer à bénéficier du cessez-le-feu décidé par celui-ci sur le front Sud. Mais ils n'ont pris aucune mesure susceptible de mécontenter Hassan II. Il est probable que le nouveau gouvernement devra rapidement faire des choix, d'autant plus que le Front Polisario a annoncé qu'il pourrait remettre en cause le cessez-le-feu.

● Italie : Plusieurs arrestations arbitraires

Une trentaine de militants d'extrême gauche, notamment des intellectuels et des professeurs d'université ont été arrêtés samedi à Rome, Turin et Padoue. La plupart d'entre eux se sont fait connaître pour leurs positions en faveur de la violence contre l'Etat capitaliste et de la lutte armée. Les juges et les policiers italiens veulent prendre prétexte de ces positions pour accuser ces militants d'appartenance aux «brigades rouges» et de complicité dans l'enlèvement d'Aldo Moro. Ces arrestations arbitraires sont très graves, puisqu'elles établissent un délit d'opinion : d'une prise de position politique générale on prétend déduire une participation à certaines actions. Cette logique n'est pas sans rappeler celle du gouvernement allemand qui a poursuivi des intellectuels dénonçant l'exploitation capitaliste ou les violences policières pour «atteinte à l'honneur de l'Etat». Alors que le lumière est loin d'être faite sur l'affaire Aldo Moro, le gouvernement italien veut, par de telles arrestations arbitraires, rassurer à bon compte l'opinion à la veille des élections et discréditer les révolutionnaires par un amalgame entre ceux-ci et les terroristes des «brigades rouges».

● Pakistan-Afghanistan : Grave incident de frontière

Samedi dernier, un violent incident de frontière a éclaté à la frontière pakistano-afghane. Sept soldats afghans ont été tués. La tension entre les deux pays s'est accrue avec le développement de la rébellion musulmane en Afghanistan. Le gouvernement soviétique d'Afghanistan a accusé le Pakistan et l'Iran d'être responsables de cette rébellion. Cette thèse a été également développée par la presse soviétique et rejetée fermement par les gouvernements pakistanais et iraniens. Les Soviétiques et leurs protégés ont également accusé la Chine d'avoir envoyé à cette rébellion des armes et des instructeurs. Cette accusation a été rejetée par le gouvernement chinois. En répandant de telles rumeurs, l'URSS vise à masquer sa propre intervention, puisque des milliers de conseillers soviétiques encadrent la police et l'armée de ce pays : c'est donc bien le social-impérialisme qui est responsable de l'aggravation de la guerre civile en Afghanistan.

Grande-Bretagne : début de la campagne électorale

SUR LES IMPÔTS, LES GREVES, L'EUROPE, SURENCHERE DE DÉMAGOGIE

La campagne électorale en Grande-Bretagne a commencé lundi dans un climat relativement tendu, étant donné que la police a mis sur pied un dispositif extraordinaire de surveillance des personnalités politiques à la suite de l'attentat contre le conservateur Neave, revendiqué par l'IRA.

Les conservateurs que les sondages donnent gagnants semblent axer leur campagne, sur «la loi et l'ordre», reprochant aux travaillistes d'avoir été conciliants avec les syndicats et de ne pas avoir su empêcher la vague de grèves déclenchée par les travailleurs cet hiver. Pour le reste, les conservateurs s'en tiennent à des propositions très générales et démagogiques : diminution du rôle de l'Etat, donc des dépenses publiques et des impôts... Ils dénoncent en revanche violemment le projet travailliste d'impôt sur le capital. Un des porte-parole du parti conservateur a déclaré qu'il s'agissait d'un «impôt de la haine, destiné à cultiver l'animosité à l'égard des gens qui réussissent dans la vie».

Le parti travailliste, qui semble estimer que beaucoup de travailleurs vote-

ront de toute façon pour lui, semble soucieux de disputer à la droite son électorat. Le manifeste des travaillistes reprend des thèmes sur lesquels il a échoué pendant ses années de gouvernement : la limitation de l'inflation et le «contrat social» avec les directions syndicales. Mais il a mis sous le boisseau les propositions de «réformes de structure» proposées par la gauche, comme la nationalisation des banques, des assurances et de l'industrie pharmaceutique.

C'est également la question de l'Europe qui se trouve sur le devant de la scène, d'autant plus que les élections ne précéderont que d'un mois les élections au Parlement européen. Etant donné que les conservateurs sont plus favorables à l'unification européenne, le parti tra-

vailleiste tente de faire retomber sur la communauté la responsabilité de la crise en Grande-Bretagne. Les travaillistes se déclarent favorables à l'élargissement de la CEE afin de créer une communauté «plus large et plus lâche». Ils prétendent obtenir une réforme de la politique agricole et une réduction de la part britannique dans le budget européen. Ils se présentent ainsi comme les meilleurs défenseurs des intérêts de la Grande-Bretagne.

LA QUESTION RHODESIENNE

L'éventualité d'une venue au pouvoir des conservateurs va avoir une grande influence sur la situation en Rhodésie (Zimbabwe) où le régime raciste de Smith va organiser des élections le 20 avril, pour tenter de se faire reconnaître. En effet, c'est toujours la Grande-Bretagne, puissance coloniale, qui est responsable de la Rhodésie devant la communauté internationale. Le gouvernement travailliste,

tout en favorisant le trafic qui permet au régime de Salisbury de survivre, a manœuvré avec les USA pour tenter de mettre sur pied une solution de remplacement un peu crédible au régime de Smith. Le gouvernement travailliste a estimé que le «réglement interne» de Smith élargissant son gouvernement à des fantoches noirs était insuffisant et a refusé de reconnaître les élections préparées par les racistes. Au contraire, madame Thatcher va envoyer des observateurs pour cautionner ces élections. Elle envisage, si elle est élue, de reconnaître le régime raciste de Rhodésie et de lever officiellement les sanctions économiques.

Une telle décision donnerait un ballon d'oxygène inattendu aux racistes et à leurs fantoches et provoquerait une aggravation de la tension en Afrique Australe. Mais en prenant de telles mesures les conservateurs auraient à craindre d'importantes représailles de la part des pays d'Afrique et du Tiers Monde.

en cours de construction, seront bien achevées. Elles sont construites par la Kraft-Werk Union (KWU) qui a mené son travail à bien dans une proportion de plus de 50 %.

La compagnie Framateg se console mal en se disant qu'elle parviendra à se faire rembourser par la Coface (compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) jusqu'à 90 % de la valeur des matériels livrés et des travaux réalisés.

«Simulation» INSEE 2,5 millions de chômeurs en 1985 ?

Le commissariat général au plan et le gouvernement travaillent actuellement à l'élaboration du VIII^e plan. Ils disposent pour cela des «hypothèses économiques» telles qu'elles ont été précisées par l'INSEE dans un document confidentiel, et que le journal *Les Echos* divulgue.

Ainsi, l'INSEE estime qu'il ne faut espérer aucune reprise de la croissance avant 1981. Après, la France devra s'accrocher pour suivre le rythme de croissance prévu pour les grands pays occidentaux : entre 3 et 3,5 %. L'INSEE ne prévoit pas le nombre des chômeurs, mais seulement celui de la «population disponible à la recherche d'un emploi». Compte tenu de cette notion un peu extensive, l'INSEE prévoit que les chercheurs d'emploi seront entre 1,6 et 1,8 million vers 1983 et... 2,5 millions en 1985 !

La hausse des prix continuera, même si une relative décélération est prévisible (moins de 10 %). Enfin, le fameux «déficit de la sécurité sociale» ne fera que croître.

AUSTRALIE

Le ministre des Affaires étrangères Peacock s'est inquiété de la présence de la flotte soviétique dans les eaux vietnamiennes. Il a notamment déclaré «On

est sûr que l'accès permanent de l'Union soviétique à la base de Cam Ranh modifiera substantiellement l'équilibre stratégique dans le Pacifique».

● PCF : nouvelle initiative des oppositionnels

Cent militants du PCF viennent de lancer un «appel solennel à tous les communistes». Ils demandent aux membres du PCF de signer un texte, qui exige de la direction «un soutien actif à la lutte pour les droits de l'homme dans les pays socialistes (...). Le retrait de Tchécoslovaquie des troupes du Pacte de Varsovie (...). La rupture des liens avec le PC tchèque (...). La solidarité active aux pétitionnaires de la Charte 77 et à tous les syndicats libres des pays de l'Est (...). La libération de tous les prisonniers d'opinion se réclamant du socialisme (...). La réhabilitation de toutes les victimes du stalinisme et entre autres de Boukharine et Trotsky, ainsi que celles des Français André Marty et Charles Tillon». De très nombreux oppositionnels du PCF se retrouvent à l'initiative de cet appel, comme Elleinstein, Yvonne Quilès, Hélène Parmelin, Konopnicki, Nina et Jean Kehayan, Serge Lewish, Yves Roucaute, etc. A ces signatures connues viennent s'ajouter d'autres noms, comme celui de Robert Francotte, ancien sénateur de Paris du PCF.

Les oppositionnels attendent plusieurs milliers de signatures, ce qui est loin d'être impensable au vu du «débat» qui se mène actuellement dans le PCF.

Alors que le 23^e congrès approche, d'autres initiatives sont prévues par les oppositionnels.

● Admission de la Chine au Comité international olympique

La semaine dernière, le Comité international olympique a décidé d'admettre en son sein la République populaire de Chine. La Chine avait demandé son admission en 1975. Cependant un certain nombre de difficultés subsistent : en effet, le CIO a décidé de ne pas exclure Taïwan et de mentionner l'existence d'un «comité chinois olympique» de Taïwan. Cette formule a été déclarée inacceptable par la délégation chinoise. Des négociations doivent donc se poursuivre pour mettre au point les modalités de représentation de la Chine aux Jeux olympiques.

● Algérie - URSS

Benyahia, ministre des Affaires étrangères algérien, connu pour ses positions prosoviétiques, a effectué la semaine dernière un voyage officiel en URSS. Il a notamment eu des entretiens avec Gromyko sur la situation au Proche-Orient. Il a déclaré «nos points de vue concernant ce problème sont identiques». Il a également fait des déclarations favorables à l'ensemble de la politique internationale de l'URSS, affirmant : «Nous n'ignorons pas les efforts que l'URSS entreprend au nom du désarmement et de la détente... Nous nous solidarisons avec ses efforts».

● USA

La semaine dernière, les négociations entre les syndicats de transporteurs et leurs patrons ont été rompues sans qu'une date ait été fixée pour leur reprise. C'est la Maison Blanche qui avait refusé des augmentations de salaires pour ces travailleurs au nom du plan anti-inflation de Carter. La grève des 300 000 transporteurs, accompagnée de mesures de lock-out commence à perturber gravement l'économie américaine.

● Communiqué de l'UIS-CFDT de Longwy

Pour s'opposer aux mesures que le patronat d'Usinor a décidé de couvrir par l'utilisation abusive et forcée de repos compensateurs, des travailleurs et la CFDT ont décidé de marquer leur opposition à cette décision en déposant des bottes de fil devant les portes du train à fil et des grands bureaux de Mont-Saint-Martin. Cette action rentre dans le cadre de la défense de l'emploi du bassin. Elle marque la volonté des travailleurs de poursuivre la lutte après les dernières décisions patronales et gouvernementales concernant Longwy. Si les délais d'application ont été reculés, les problèmes restent entiers, les décisions sont maintenues et des menaces plus graves encore pèsent sur les travailleurs.

L'UIS CFDT LONGWY
le 10 avril 1979

● Nouveaux licenciements à La Rochelle ?

A La Rochelle, les chantiers Maillard viennent d'être mis en règlement judiciaire. Aucun licenciement n'a été annoncé pour le moment dans cette fabrique de construction nautique et de plaisance mais le tribunal a affirmé qu'une restructuration était nécessaire. Il faut donc s'attendre à ce qu'une partie des salariés soit licenciée. Cette nouvelle intervient alors que plusieurs entreprises de la région ont annoncé récemment réductions d'horaires et licenciements.

● Accord CEE-Turquie

La CEE et la Turquie ont entamé la renégociation de l'accord d'association conclu entre les deux parties en 1963. La CEE semble décidée à augmenter son aide à la Turquie, en raison notamment des difficultés économiques que traverse ce pays. Un prêt immédiat de 435 millions pourrait être envisagé, tandis qu'un nouvel accord serait mis en place en 1981. C'est également en 1981 que la Grèce deviendra le 10^e pays de la CEE.

● Iran : Annulation de la commande de deux centrales nucléaires françaises

Le gouvernement iranien vient d'annuler la commande de deux centrales nucléaires françaises. Cette décision annoncée à la radio de Téhéran n'a pas encore été officiellement confirmée à la société Framateg (Framatome, Alsthom -Atlantique). Déjà quand Bakhtiar était Premier ministre il avait laissé entendre que le contrat serait sans doute annulé. En revanche, les deux centrales ouest-allemandes,